

Bulletin de liaison - VOLUME XVIII - N° I – septembre 2016

Faire partie d'une communauté

Par Mona Greenbaum, directrice de la Coalition des familles LGBT

En tant que directrice de la Coalition des familles LGBT, en cette période de l'année, je me retrouve de nouveau devant une feuille blanche avec trois objectifs en tête :

- 1) Vous convaincre de renouveler votre adhésion à la Coalition des familles LGBT ou d'y adhérer pour la première fois en vous expliquant en quoi la Coalition est une organisation extraordinaire.
- 2) Vous encourager à régler votre adhésion et peut-être à nous faire un don pour nous aider à promouvoir la reconnaissance juridique et sociale de nos familles.
- 3) Vous inspirer à offrir bénévolement vos aptitudes pour contribuer à faire avancer les causes importantes qui touchent nos familles.

Voici l'approche que je préconise habituellement :

Aux anciens membres, je rappelle les combats que nous avons déjà remportés : obtenir le droit pour les deux parents de nos familles d'être reconnus sur le plan juridique; assurer l'accès aux cliniques de fertilité et à l'adoption; avoir le droit de se marier; augmenter la visibilité de nos familles dans les écoles et les autres institutions publiques; etc. La Coalition était au premier rang de toutes ces avancées!

Aux nouveaux membres, je souligne les efforts de la Coalition pour faire changer les choses : faire reconnaître au Québec la maternité de substitution sur le plan juridique; offrir aux enfants de parents trans des extraits de naissance adéquats qui reflètent qui sont leurs parents; regagner auprès de la RAMQ la couverture des frais de traitements de fertilité (y compris la préservation de la fertilité des personnes en transition); réduire le temps d'attente de la finalisation des adoptions auprès de la DPJ; poursuivre le combat contre l'homophobie et la transphobie dans les écoles et les services sociaux; et, par-dessus tout, s'assurer que la réalité de nos familles soit représentée dans l'environnement quotidien de nos enfants, non pas comme quelque chose qui doit être toléré, mais bien comme une richesse et un atout pour les écoles et la communauté.

À tous les parents et futurs parents, je tiens à vous rappeler combien il est important, non seulement pour nous, mais également pour nos enfants, d'avoir une communauté d'appartenance où l'on peut s'impliquer activement.

Pour les futurs parents, cela signifie connaître d'autres parents et futurs parents avec lesquels échanger nos impressions et pour trouver des réponses à nos questions, non seulement par des messages sur Facebook, mais également en personne lors des activités où de solides liens d'amitié se fissent régulièrement.

Pour ceux qui ont des enfants, cela signifie leur faire savoir, que ce soit à la cabane à sucre, lors des pique-niques ou durant le festival de la Fierté, qu'ils ne sont pas seuls, et qu'ils ne sont pas les seuls à avoir des familles qui se distinguent légèrement de la norme. Et, évidemment, leur faire savoir que la différence est tout à fait géniale!

Pour tous, cela signifie participer à un mouvement de justice sociale, que ce soit en échangeant sur vos opinions et vos expériences, en participant à une conférence, en découvrant davantage votre communauté, ou simplement en étant visible auprès de vos voisins, de vos amis et de votre famille. La Coalition est au cœur de cette communauté et de ce mouvement au Québec depuis près de 20 ans!

Voici quelques faits rapides. Au fil des ans, nous avons :

- formé plus de 3000 professionnelles et professionnels qui travaillent auprès des jeunes et des familles pour une plus grande ouverture et une meilleure inclusion des jeunes et des familles LGBT;
- sensibilisé de futures enseignantes et de futurs enseignants dans 12 facultés des sciences de l'éducation du Québec;
- créé de nouvelles ressources, notamment sept nouvelles activités en classe pour les enseignantes et enseignants sur la diversité sexuelle et de genre (<http://www.familleslgbt.org/outils>);
- rédigé un mémoire au sujet de la réforme du droit de la famille, y compris des recommandations sur la maternité de substitution en raison d'une commission parlementaire imminente;
- organisé 26 activités familiales à travers le Québec;
- diffusé 4 bulletins annuellement pour nos membres; ces bulletins comportent des nouvelles d'ici et du monde entier et annoncent des activités à venir pour nos familles;
- fait des recommandations pour que les jeunes trans puissent modifier le sexe sur leurs documents officiels;
- visiter 15 des 18 régions administratives du Québec dans le cadre de notre travail;
- comptabilisé plus de 5000 heures de bénévolat de la part de nos membres;
- accordé plus de 30 entrevues au sujet des enjeux touchant les familles LGBT;
- donné notre opinion dans le cadre d'une consultation publique sur le prochain plan d'action quinquennal du gouvernement pour contrer l'homophobie et la transphobie (2017-2022).

Avec les frais d'adhésion et les dons, nous pouvons en faire plus et avoir un impact encore plus important. Aidez-nous en (ré)adhérant à la Coalition. L'adhésion débute en septembre, avec la rentrée des classes. Cela ne signifie pas simplement inscrire votre nom sur la liste de notre groupe sur Facebook. Cela signifie visiter notre site Web au www.familleslgbt.org/membership et :

- remplir le formulaire;
- régler les frais d'adhésion (et nous aider, si possible, en ajoutant un petit don);
- nous faire savoir si vous avez du temps à offrir pour la cause!

Solidairement!
Mona

.....
Vous voulez écrire pour le bulletin? Envoyez vos articles, en tout temps, à <mailto:info@famillesLGBT.org> ou par la poste à CF-LGBT, 3155, rue Hochelaga, bureau 201, Montréal (Québec) H1W 1G4
.....

Les nouvelles du Québec

2 juin – Les couples ou les personnes qui poursuivent une démarche de procréation assistée n'auront pas à déboursier les coûts, parfois élevés, des médicaments nécessaires à cette procédure.

Le ministre de la Santé Gaétan Barrette suit ainsi les recommandations de l'Institut national d'excellence en santé et en service sociaux (INESSS). Le ministre recommande que les médicaments qui servent strictement à la stimulation hormonale ou à d'autres procédures hors fécondation in vitro soient couverts par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), et soient donc gratuits pour les patientes, dans un souci d'équité. L'application de cette nouvelle directive doit entrer en vigueur dès la mi-juin.

La loi 20, portée par le ministre Barrette, a mis fin à la gratuité de la fécondation in vitro. Toutefois, les couples ou les personnes qui y ont recours peuvent tout de même réclamer un crédit d'impôt.

6 juin – Selon un sondage réalisé pour la Fondation Émergence dans le cadre de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie 66 % des Québécois considèrent qu'il est difficile pour les personnes âgées homosexuelles de vivre ouvertement une relation amoureuse en centre d'hébergement pour personnes âgées. Le sondage mené par Léger Marketing correspondait avec la campagne de cette année portant sur les réalités des personnes âgées lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans.

Pour Claude Leblond, président de la Fondation Émergence, cela soulève de sérieuses questions quant à l'effort d'inclusion de l'ensemble des centres d'hébergement envers les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans : « Cette perception qu'ont les Québécois et les Canadiens confirme les études et notre constat sur le terrain. Beaucoup de personnes âgées LGBT ne se sentent pas à l'aise de divulguer leur orientation sexuelle, leur identité ou expression de genre. Elles deviennent alors invisibles dans leur milieu de vie. »

10 juin – Le gouvernement du Québec adopte la loi 103 : Loi visant à renforcer la lutte contre la transphobie et à améliorer notamment la situation des mineurs transgenres. La loi, portée par la ministre de la Justice Stéphanie Vallée, permet aux adolescentes et adolescents de plus de 14 ans de demander la permission de changer la mention du sexe figurant à leur acte de naissance par un simple processus administratif. Pour les enfants de moins de 14 ans, si un parent s'y oppose, le conflit peut être réglé devant un juge, et l'intérêt fondamental de l'enfant sera pris en compte.

Dans plusieurs autres provinces, notamment en Colombie-Britannique, en Alberta, en Ontario, en Nouvelle-Écosse, et à Terre-Neuve-et-Labrador, les personnes mineures peuvent également modifier la mention de sexe.

La Loi modifie aussi La Charte des droits et libertés de la personne du Québec afin d'ajouter l'identité et l'expression de genre aux motifs de discrimination interdits afin de conférer une protection explicite aux personnes transgenres. Le gouvernement Trudeau a récemment présenté un projet de loi afin d'offrir une protection juridique et de garantir le respect des droits de toutes les personnes transgenres canadiennes. Si elle est adoptée, la mesure législative C-16 modifiera la Loi canadienne sur les droits de la personne et le Code criminel pour y inclure « l'identité de genre et l'expression de genre ».

16 juin – Indiquant qu'elle ne peut plus avoir peur de ce que les gens pourraient penser d'elle, la chanteuse québécoise Béatrice Martin, mieux connue sous le nom de Cœur de pirate, a publié une lettre affirmant qu'elle est allosexuelle [queer]. La lettre, publiée comme un blogue, raconte comment la chanteuse originaire de Montréal était encore ébranlée par l'assassinat de l'ancienne concurrente de *The Voice* Christina Grimmie quand elle a entendu parler de la tuerie d'Orlando. La tuerie dans un bar gai a fait 49 morts et 53 blessés, dont certains gravement. « Voilà pourquoi je sors du placard et me présente aujourd'hui comme allosexuelle, a-t-elle

écrit. Je ne peux plus craindre que quelqu'un cesse d'écouter ma musique, ou que les parents ne veuillent pas que leurs enfants m'écoutent parce que je veux aimer qui je souhaite. »

Dans la lettre, elle confie que ses premières pensées romantiques ont été dirigées vers des filles, alors qu'elle était âgée d'environ six ans. Elle dit qu'il a été « traumatisant » pour elle quand une fille de qui elle s'était éprise s'est mise à l'ignorer après avoir appris les sentiments qu'elle éprouvait. Elle s'était donc résignée à un mode de vie hétérosexuel. Après la naissance à sa fille, les sentiments qu'elle avait réprimés « ont refait surface ».

« Je sors du placard pour ma fille, qui doit apprendre que l'amour ne connaît aucune race, aucune religion, aucun genre, aucune orientation », a-t-elle dit.

21 juin – Le directeur de la clinique de fertilité Ovo de Montréal, le Dr François Bissonnette, doit comparaître devant le Conseil de discipline du Collège des médecins du Québec en juillet. Il devra faire face à des plaintes de non-respect du libre-choix du patient, de non-conformité dans la tenue du dossier médical et d'avoir fait défaut d'informer adéquatement un patient.

La porte-parole du Collège des médecins, Caroline Langis, explique que les détails des faits reprochés au Dr Bissonnette seront connus lors de l'audience disciplinaire, qui se déroulera du 11 au 14 juillet à Montréal.

Le Dr Bissonnette doit également faire face à une poursuite civile déposée contre lui en mars par une femme de Sherbrooke qui dit avoir été stérilisée contre son gré quand le Dr Bissonnette lui a retiré par erreur les deux trompes de Fallope alors qu'elle avait un problème seulement avec l'une des trompes. Elle réclame 375 000 \$ au Dr Bissonnette parce qu'elle ne peut concevoir d'enfant de façon naturelle.

14 août - Le Premier ministre Canadien Justin Trudeau, le premier ministre Québécois Philippe Couillard et plusieurs ministres, ainsi que des représentants de tous les partis politiques ont pris part au défilé de la fierté de Montréal où le Maire Denis Coderre était également présent.

Déjà présent aux défilés de la fierté de Toronto et Vancouver en juillet, Justin Trudeau, élu de Montréal, participait régulièrement au défilé dans la métropole québécoise avant qu'il devienne Premier ministre, mais c'est la première fois qu'un Premier ministre canadien prenait part dans le défilé. Notons par ailleurs, qu'il est le seul chef de gouvernement d'un pays du G7 à l'avoir fait jusqu'ici.

Les nouvelles canadiennes

20 juin – Santé Canada ouvre la voie pour le don de sang aux homosexuels qui se n'ont pas eu de relations sexuelles depuis au moins un an – un changement de politique qui ne satisfait pas à la promesse électorale du Parti libéral d'éliminer complètement le délai.

Les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes ne peuvent pas, à l'heure actuelle, faire de dons de sang s'ils ont été actifs sexuellement au cours des cinq dernières années, un délai que les militants considèrent comme trop long et totalement discriminatoire. Avant 2013, il était systématiquement interdit aux hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes de donner du sang.

La Société canadienne du sang, l'agence qui régit la réserve nationale de sang et de produits sanguins, a demandé plus tôt cette année à Santé Canada de réduire le délai. Le changement qui est maintenant approuvé entrera en vigueur à travers le pays le 15 août 2016.

Le premier ministre fédéral Justin Trudeau a dit croire que l'interdiction devrait être complètement levée et que le critère devrait être fondé sur le comportement sexuel plutôt que sur l'appartenance ou non à un groupe identitaire donné.

20 juin – La division scolaire de Hanover dans le sud du Manitoba est confrontée à une plainte pour atteinte aux droits de la personne portant sur une politique interdisant aux enseignants de discuter de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre dans certaines classes.

Le Centre juridique de l'intérêt public a annoncé avoir déposé une plainte auprès de la Commission des droits de la personne du Manitoba au nom de Michelle McHale et Karen Phillips, un couple en union libre de la région de Steinbach au Manitoba. Le couple allègue qu'un de leurs enfants a été intimidé à l'école parce qu'il a deux mamans.

Lorsque Mme McHale s'est plainte au directeur de l'école, on lui a répondu que la division scolaire interdisait de parler de relations homosexuelles aux élèves des écoles élémentaires et intermédiaires.

Dans leur plainte, Mmes McHale et Phillips allèguent que la division scolaire n'a pas réussi à offrir un environnement sécuritaire et inclusif aux élèves. « Lorsque vous empêchez toute discussion concernant l'orientation sexuelle ou l'identité de genre des classes, le message donné aux élèves est qu'il y a quelque chose qui cloche avec eux ou leurs familles, a dit Allison Fenske, avocate du centre juridique de Winnipeg. Ce genre d'exclusion et de stigmatisation crée un environnement non sécuritaire à l'école, ce qui est inacceptable. »

13 juin – Le gouvernement de l'Ontario modifie sa façon d'indiquer les renseignements concernant le sexe et le genre sur les cartes santé et les permis de conduire pour garantir un traitement juste, éthique et équitable pour les personnes trans et celles à l'identité de genre non binaire. Les cartes santé de l'Ontario n'indiqueront plus les renseignements concernant le sexe d'une personne au recto de la carte. Cette modification ne changera en rien la validité de la carte, et les cartes fonctionneront toujours de la même façon.

Dès le début de 2017, les détenteurs de permis de conduire auront la possibilité d'indiquer « X » sur leur permis en guise d'identifiant de sexe s'ils ne s'identifient pas exclusivement comme homme ou femme. Les permis de conduire qui indiqueront « X » au lieu de « M » ou « F » seront tout aussi valides et pourront être utilisés de la même façon que les permis précédents.

Cet été, l'Ontario lancera également des consultations publiques et auprès des parties intéressées pour aider à élaborer la politique sur la façon dont les ministères recueillent, utilisent et affichent les renseignements concernant le sexe et le genre sur les formulaires et les produits gouvernementaux.

5 juillet — Une fumée arc-en-ciel a tourbillonné autour de membres du groupe Black Lives Matter à l'angle de deux rues de Toronto. Le groupe, qui milite en faveur des communautés vulnérables, a déclenché des grenades fumigènes au cours du défilé de la Fierté de la ville. Ils ont ensuite organisé une interruption qui a retardé le défilé pendant 25 minutes.

« Nous sommes attaqués », s'est écriée Alexandria Williams, une cofondatrice de Black Lives Matter, une fois la fumée dissipée. « Pride Toronto, nous vous interpellons parce que vous êtes contre les noirs, contre l'indigénité. »

Le défilé a repris après que le directeur général de Pride Toronto, Mathieu Chantelois, et la coprésidente de l'organisation, Alicia Hall, aient rencontré les organisateurs pour discuter de leurs préoccupations. Les organisateurs du défilé ont ensuite signé une entente prévoyant l'embauche de plus d'employés trans et de personnes de couleur allosexuelles, l'augmentation du financement des événements qui soutiennent et mettent en valeur ces communautés et l'élimination des chars allégoriques policiers des défilés futurs. Puis, le spectacle a repris.

Du début à la fin, cette interaction représente tout ce à quoi on pourrait s'attendre pour la Fierté – un défilé, une manifestation, de l'écoute et la volonté de faire de ce monde un monde meilleur. Voilà l'une des raisons

pour lesquelles Pride Toronto a fait de Black Lives Matter Toronto un groupe d'honneur lors de l'activité. On s'attendait à une manifestation, et on s'est réjoui du résultat.

Dans la foulée immédiate de la fusillade survenue dans le bar gai Pulse d'Orlando, plusieurs personnes LGBT craignaient de participer au défilé de la Fierté dans leur ville. Cependant, Orlando a également déclenché un déluge de nouveaux commanditaires et partenaires, en plus de la participation de Justin Trudeau, qui est entré dans l'histoire en devenant le premier premier ministre en poste à prendre part à un défilé de la Fierté. Dans un triumvirat historique, il a été rejoint par le maire de Toronto, John Tor, et la politicienne ouvertement gaie Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario. Leur présence est importante pour la communauté LGBT du Canada puisqu'elle témoigne d'un soutien politique encore jamais vu dans le monde entier.

8 juillet – La plupart des administrateurs scolaires canadiens sont favorables à un soutien particulier pour augmenter la sécurité des élèves LGBT, affirme une nouvelle étude. L'étude menée par Catherine Taylor, une professeure en éducation de l'Université de Winnipeg, a sondé 141 divisions scolaires canadiennes, y compris des divisions rurales, urbaines et catholiques. « Il est marquant de constater qu'un tel soutien et une telle bonne volonté à l'égard des élèves LGBT viennent du sommet, a dit Mme Taylor dans un communiqué de presse. Cela suggère que le temps est venu de mettre fin officiellement à la loi du silence qui existe encore dans plusieurs écoles et de mettre en place le soutien nécessaire pour assurer le bien-être des jeunes LGBT. »

L'objectif de cette étude était de peindre un portrait plus précis des mesures prises par les systèmes scolaires pour soutenir les élèves LGBT. L'étude démontre également que des politiques précises à l'égard des personnes LGBT sont plus efficaces que des politiques générales sur la sécurité dans les écoles, mais qu'il y a moins de chance qu'elles soient mises en place avant la deuxième année du secondaire. Plusieurs des arrondissements scolaires qui ont répondu au sondage s'appuient essentiellement sur des alliances entre gais et hétérosexuels ou sur des politiques contre le harcèlement pour appuyer les élèves LGBT.

L'étude, intitulée *Inventaire national des interventions scolaires pour promouvoir le bien-être et le sentiment d'appartenance chez les jeunes LGBTQ*, a été financée par une subvention de 2 M\$ des Instituts de recherche en santé du Canada.

Le mariage gai – un historique

26 mai – Plusieurs autres batailles devant les tribunaux sont attendues en **Corée du Sud** à la suite de la décision des juges de rejeter le droit égal au mariage. Une poursuite intentée par un célèbre réalisateur gai et son conjoint qui sollicitaient un statut juridique pour leur mariage homosexuel est rejetée par une cour de district de la Corée du Sud dans le cadre de la première affaire du genre. Le réalisateur Kim Jho Gwang-Soo et son conjoint de longue date Kim Seung-Hwan se sont mariés à Séoul en 2013 et ont soumis leur formulaire d'enregistrement du mariage auprès des autorités locales qui l'ont refusé. La couple a contesté la décision dans une poursuite, mais une cour de district a refusé leur tentative juridique.

Le couple a toutefois fait appel de la décision pendant que d'autres affaires ont été soumises par au moins deux autres couples homosexuels.

22 juin – Malcolm Turnbull, le premier ministre de **l'Australie**, promet qu'un référendum sur la légalisation du mariage homosexuel sera tenu cette année si son gouvernement est réélu. Les élections australiennes ont lieu le 2 juillet et les plus récents sondages indiquent que la coalition dirigée par les libéraux actuellement au pouvoir est nez à nez avec les travaillistes. (N.B. Même si les résultats de l'élection ont été contestés, il semble que Turnbull ait remporté l'élection en juillet.)

12 juillet – Des questions soulevées quant à l'intégrité du processus électoral par lequel les **anglicans** avaient rejeté, dans une faible majorité, une résolution autorisant le mariage homosexuel, mène à un renversement stupéfiant du résultat.

Pour être adoptée, la résolution devait obtenir l'assentiment de deux tiers de chacun des trois ordres – laïcs, clergé et évêques. Le clergé a raté ce seuil par un vote qui n'a apparemment pas été comptabilisé. L'erreur a été découverte après que les délégués aient réclamé une version imprimée détaillée du relevé des votes électroniques.

L'archevêque de Toronto Colin Johnson indique que les mariages homosexuels, à la discrétion de l'évêque et en accord avec le clergé local, est une étape logique de l'évolution de l'Église. Avant de pouvoir devenir une loi de l'Église, la résolution doit tout de même être confirmée lors du prochain synode qui doit avoir lieu en 2019.

Environ 1,6 millions de **Canadiennes et Canadiens** s'identifient comme anglicans selon Statistique Canada, et les chiffres de l'église indiquent que plus de 500 000 d'entre eux font partie d'environ 2800 congrégations partout au pays.

20 juillet – La **Roumanie** fait un pas de plus vers l'exclusion de la possibilité de légaliser le mariage homosexuel quand le plus haut tribunal au pays ouvre la voie à un référendum sur la définition du mariage dans la constitution comme étant uniquement une union entre un homme et une femme. Les neuf juges de la Cour constitutionnelle fédérale ont confirmé à l'unanimité la validité d'une proposition signée par 3 millions de Roumains et Roumaines cette année et demandant de changer la définition du mariage dans la constitution.

En vertu de la loi roumaine, la constitution peut être modifiée à la suite d'une demande faite par le président, le gouvernement, un quart des membres du parlement ou au moins 500 000 citoyennes et citoyens. Le parlement doit approuver la révision qui doit ensuite être entérinée par un référendum national.

Plus tôt cette année, la Coalition for the Family [Coalition pour la famille], une initiative citoyenne, a recueilli 3 millions de signatures pour demander à remplacer « époux » par « un homme et une femme ». Elle affirme que seuls un homme et une femme peuvent naturellement fonder une famille et élever des enfants.

Les groupes locaux de défense des droits LGBT indiquent que si le changement est approuvé, il sera impossible plus tard de revenir en arrière et de légaliser le mariage homosexuel.

Peu de politiciens soutiennent ouvertement le mariage homosexuel dans ce pays socialement conservateur d'Europe de l'Est qui compte 20 millions d'habitants et où l'Église orthodoxe exerce une grande influence.

Les nouvelles internationales

17 mai (NELFA News) Le Network of European LGBTIQ Families Associations (NELFA) [Réseau européen des associations de familles LGBT] est ravi que la procréation médicalement assistée soit étendue à toutes les femmes au **Portugal**. Jusqu'à tout récemment, ce genre d'aide médicale était seulement disponible pour les couples hétérosexuels mariés. Grâce à ce vote, les femmes célibataires et les couples de lesbiennes mariées auront également droit à cette aide pour devenir enceintes.

Isabel Advirta, présidente du conseil d'administration d'ILGA Portugal et mère elle-même, a dit : « il était temps que la discrimination contre les femmes au sein du système juridique portugais prenne fin. Je suis très heureuse pour toutes les femmes et tous les couples dont les projets de grossesse auront plus de chances de réussite, sans qu'ils aient besoin de franchir des frontières pour réaliser leurs rêves. »

13 juin (BBC News) La pire fusillade de masse de l'histoire moderne des **États-Unis** est également un crime haineux contre la communauté gaie. Ce n'est pas la première fois que les personnes LGBT (lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenres) sont victimes de violence.

Il reste encore beaucoup de choses à apprendre sur ce qui a poussé Omar Mateen, âgé de 29 ans, à assassiner 49 clients de la boîte de nuit Pulse d'**Orlando** en Floride. Le 11 juin 2016, les policiers ont annoncé que 50 personnes avaient été tuées. Cependant, le 12 juin, ils ont modifié le compte afin d'exclure le tueur du décompte des décès.

Le président Barack Obama n'a pas hésité à qualifier le massacre « d'acte de terrorisme et de haine. C'est une journée particulièrement navrante pour tous nos amis – nos compatriotes américains – qui sont gais, lesbiennes, bisexuels ou transgenre, a-t-il dit dans son adresse à la nation. Le tireur a ciblé une boîte de nuit où les gens se rassemblaient entre amis, pour danser et chanter, et pour vivre. »

L'attaque d'Orlando est un rappel douloureux que même si les États-Unis ont fait des avancées historiques pour élargir les droits de ses citoyennes et citoyens LGBT – par exemple par la légalisation du mariage homosexuel en juin 2015 – le combat a jusqu'à maintenant été difficile voire parfois violent.

Nicholas Syrett, coprésident du Committee on LGBT History [Comité sur l'histoire LGBT] et professeur à l'Université de Northern Colorado, indique qu'une plus grande ouverture avait son prix : bien que les attaques à grande échelle contre la communauté LGBT ne soient pas courantes, il y a eu des centaines d'agressions individuelles et de meurtres, y compris le cas de Matthew Shepard battu à mort au Wyoming en 1998 qui a largement été médiatisé.

À Orlando, Omar Mateen aurait téléphoné au 911 afin de prêter allégeance à l'État islamique tout juste avant de passer à l'acte. Mark Wallace, PDG du Counter Extremism Project [Projet visant à contrer l'extrémisme], affirme qu'il est difficile de savoir combien d'hommes et de femmes LGBT ont été tués par l'État islamique, mais que la pratique est bien documentée. « Le ciblage, la persécution et l'assassinat de personnes LGBT en territoire contrôlé par l'État islamique sont à grande échelle. »

14 juin (Huffington Post) - Omar Mateen, le tueur qui a assassiné 49 personnes à la boîte de nuit Pulse d'**Orlando**, n'était pas un étranger du populaire bar gai, selon des témoins et des intervenants coopérant avec les policiers. « Parfois, il s'installait dans un coin pour boire tout seul, et parfois il était soûl et devenait bruyant et agressif, a dit un habitué du Pulse, Ty Smith.

Le FBI examine à la loupe la vie du tueur de 29 ans pour chercher des indices de ce qui a mené à la fusillade de masse la plus meurtrière de l'histoire des États-Unis. Les enquêteurs au dossier ont dit qu'ils avaient également entendu dire qu'Omar Mateen avait été aperçu sur des applications de rencontres pour hommes, y compris Jack'd, Adam4Adam et Grindr.

La garde de sécurité du Pulse, Estella Peterkin, se souvient d'avoir mis Omar Mateen à la porte à plusieurs reprises pour mauvais comportements.

20 juin (Al Jazeera) La police **turque** utilise des balles de caoutchouc et des gaz lacrymogènes pour disperser un rassemblement interdit de la communauté LGBT au centre d'Istanbul. Plusieurs centaines de policiers antiémeutes ont encerclé la place Taksim Square pour empêcher la tenue de l'activité intitulée « Trans Pride ». Le rassemblement lançait la semaine LGBT en Turquie. Le gouverneur d'Istanbul a interdit aux personnes LGBT d'organiser des rassemblements, prétextant des préoccupations relatives à la sécurité.

Alors que les policiers faisaient irruption dans le rassemblement de quelques centaines de personnes, la foule s'est dispersée dans les rues avoisinantes. Les démonstrateurs ont déroulé un drapeau arc-en-ciel et ont ensuite tenté de lire une déclaration, mais les policiers les en ont empêchés.

Les médias turcs ont rapporté qu'au moins deux personnes avaient été arrêtées.

Le défilé de la Fierté et la semaine de la Fierté annuels d'Istanbul (du 20 au 26 juin cette année) ont lieu depuis 2003 et ont attiré des milliers de personnes au cours des dernières années, avec 100 000 participants, a-t-on dit, en 2013.

Les policiers ont interrompu le rassemblement vieux de 14 ans pour la première fois l'an dernier. Cette année et l'an dernier, les activités recoupaient le mois de jeûne du ramadan musulman.

24 juin (Huffington Post) Le président Barack Obama désignera officiellement un monument national sur le site du soulèvement de Stonewall en l'honneur du combat pour les droits des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres aux États-Unis. Les clients du Stonewall Inn, une boîte de nuit pour gais de **New York**, ont combattu le harcèlement et les descentes policières de juin 1969, déclenchant d'autres émeutes et protestations contre la criminalisation de l'homosexualité.

Stonewall deviendra le premier site du Service national des parcs des États-Unis à reconnaître le combat pour les droits des personnes LGBT. Le nouveau monument protège 7,7 acres de terrain dans Greenwich Village, y compris la boîte de nuit, le parc Christopher et les rues et trottoirs environnants, a dit la Maison-Blanche.

« Bien que le mouvement de défense des droits des personnes LGBT ait fait d'importantes avancées dans la poursuite de l'égalité des droits et des protections sous la loi, il reste encore beaucoup de travail à faire, a dit la Maison-Blanche dans une déclaration portant sur la récente attaque en Floride. Les personnes LGBT de couleur sont particulièrement à risque. L'Administration s'est engagée à poursuivre le combat pour la dignité, l'acceptation et les droits égaux pour tous les Américains et Américaines, peu importe qui ils sont et qui ils aiment. »

1^{er} juillet (NPR) Un juge fédéral du **Mississippi** empêche la mise en œuvre d'une loi étatique qui aurait accordé une protection juridique aux personnes qui refusent d'organiser des mariages homosexuels pour des personnes LGBT en raison d'objections religieuses. Le juge a déclaré à la dernière minute que la loi qui permettrait « une discrimination sanctionnée par l'État en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre ».

La loi du Mississippi est probablement la plus excessive des dizaines de lois fondées sur la liberté de religion ratifiées par les corps législatifs étatiques. Elle a été rédigée précisément pour soutenir ceux qui pratiquent une des trois religions qui considèrent que le mariage est une union exclusivement entre un homme et une femme, que les relations sexuelles ne devraient pas avoir lieu en dehors des liens du mariage et que le genre d'une personne est déterminé à la naissance et ne peut être modifié. Les gens qui, en fonction de ces croyances, refusent d'embaucher quelqu'un, par exemple, ou de lui fournir un logement seraient protégés de toute mesure punitive comme une poursuite pour discrimination.

Le juge Reeves a dit qu'en autorisant la discrimination contre les personnes LGBT, la loi du Mississippi contrevenait à la clause sur l'égalité de protection des lois du 14^e amendement.

8 juillet (Global News) – Dix États poursuivent le gouvernement fédéral à propos de règlements obligeant les écoles publiques à permettre aux élèves transgenres d'utiliser les toilettes qui correspondent à leur identité de genre, joignant ainsi une douzaine d'autres États dans ce plus récent combat à l'égard des droits des personnes LGBT.

La poursuite a été déposée devant une cour fédérale du Nebraska et compte neuf autres États : l'Arkansas, le Kansas, le Michigan, le Montana, le Dakota du Nord, l'Ohio, la Caroline du Sud, le Dakota du Sud et le Wyoming.

La poursuite suit 11 États qui ont poursuivi l'administration Obama en mai 2016 à l'égard de cette même directive. Les fonctionnaires de la Caroline du Nord ont également poursuivi le gouvernement fédéral en mai pour les mêmes raisons. D'importantes sommes de financement fédéral sont en jeu : des fonds pourraient être retenus si les écoles publiques refusent de se conformer à la mesure fédérale.

Le combat a commencé lorsque des fonctionnaires de Charlotte ont ratifié une ordonnance absolue contre la discrimination qui comprenait une disposition permettant aux personnes transgenres d'utiliser les toilettes qui correspondent à leur identité de genre. Les législateurs de la Caroline du Nord ont adopté une loi annulant cette ordonnance et interdisant toute autre du même genre.

Peu après, le ministère de la Justice a affirmé que la loi contrevenait à la loi fédérale sur les droits civils et dit qu'elle ne pouvait pas être appliquée. L'Attorney General des États-Unis Loretta Lynch a dit que la loi de la Caroline du Nord exigeant que les personnes transgenres utilisent les toilettes et les douches publiques qui correspondent au genre inscrit sur leur extrait de naissance équivalait à une « discrimination sanctionnée par l'État » et cherchait à régler un « problème qui n'existe pas ».

Jay Kaplan, un avocat spécialisé dans les questions concernant les personnes LGBT au American Civil Liberties Union de Detroit, a affirmé que la poursuite était un gaspillage d'argent « ainsi qu'un affront à la dignité des jeunes transgenres ».

15 juillet (The Advocate) La **Californie** souhaite faire entrer les écoles dans le 21^e siècle. Le conseil de l'éducation de l'État de la Californie a adopté un nouveau curriculum pour ses cours d'histoire et de sciences sociales qui élargit l'enseignement à l'histoire des personnes LGBT, y compris « une étude du rôle de la contribution des Américains lesbiens, gais, bisexuels et transgenres ». Les nouvelles directives visent les cours à l'école primaire, intermédiaire et secondaire.

« En deuxième année, les élèves de la Californie étudieront les familles avec deux mamans et deux papas, a écrit l'*Associated Press*. Deux ans plus tard, alors qu'ils verront comment les immigrants ont façonné la Californie, ils apprendront comment Harvey Milk, natif de New York, est devenu un politicien gai fondateur à San Francisco. »

Au cours de leur dernière année du secondaire, les élèves verront également la décision de 2015 de légaliser le mariage homosexuel, de même que le combat à l'échelle nationale concernant l'accès aux toilettes publiques pour les personnes transgenres.

Les nouvelles directives sont fondées sur l'adoption en 2012 de la Loi Fair, Accurate, Inclusive and Respectful (FAIR) Education [sur l'éducation juste, exacte, inclusive et respectueuse]. Parrainée par le sénateur de l'État Mark Leno, la législation exige que l'enseignement de la maternelle à la cinquième secondaire comprenne les groupes marginalisés qui sont souvent exclus du curriculum des écoles publiques. Cela comprend les personnes de couleur, les minorités religieuses et celles qui ont des handicaps.

Allyson Chiu, élève du premier cycle à l'école secondaire Cupertino de Cupertino, en Californie, a affirmé que cet enseignement aurait un impact particulièrement important pour les élèves LGBT, dont bon nombre ignorent leur histoire. Pour les élèves qui cherchent à être à l'aise avec leur identité, a-t-elle dit, cela peut être salvateur. « Mes copains de classe peuvent résoudre des équations quadratiques ou citer les éléments du tableau périodique, a confié Allyson Chiu à l'*AP*, mais ils ne peuvent pas vous dire qui est Harvey Milk ou vous parler de l'importance des émeutes de Stonewall. »

La Loi FAIR continuera toutefois de se heurter à des obstacles en cours d'implémentation, à la fois de la part des groupes conservateurs et de la part des parents. Entre les mois de décembre 2015 et de février 2016, le ministère de l'Éducation de la Californie a reçu plus de 10 000 courriels au sujet du projet de loi, a rapporté l'*AP*.

4 août (Washington Bade) Les Jeux olympiques d'été de 2016 auront lieu au **Brésil** sur fond de violence contre les personnes LGBT. *Grupo Gay da Bahia*, un groupe de défense des droits des LGBT du nord-est du Brésil, fait remarquer que 326 Brésiliens LGBT auraient été tués en 2014. L'organisation a dit dans un communiqué de presse publié le 29 juin que 19 personnes LGBT ont été tuées dans l'État de Bahia « dans des situations à caractère clairement homophobe » au cours des six premiers mois de l'année. *Grupo Gay da Bahia* a déjà dit qu'une personne LGBT est assassinée toutes les 27 heures au Brésil.

Un rapport de la *Human Rights Campaign* publié avant les Jeux olympiques indique que 41 % des Brésiliens LGBT qui ont été tués en 2014 étaient des personnes transgenres. La majorité de ces victimes étaient des Brésiliens trans pauvres de descendance africaine qui sont confrontés à une grande discrimination en matière d'emploi, d'hébergement et de soins de santé en raison de leur identité de genre, leur race et leur statut économique.

5 août 2016 (Human Rights Watch) – La police ougandaise a fait une descente illégale pendant le concours Mr/Ms/Mx Pride **Uganda** présenté au Club Venom de Kampala dans le cadre de la semaine des célébrations de la Fierté LGBTI, agressant brutalement des participants, affirmant sept groupes militant en faveur des droits de la personne.

« Nous condamnons fortement ces violations des droits des Ougandaises et Ougandais à se réunir pacifiquement, a déclaré Nicholas Opiyo, un avocat spécialisé en droits de la personne et directeur général de Chapter Four Uganda. Ces gestes brutaux de la police sont inacceptables et doivent être punis par la loi. »

La police a verrouillé les portes de la boîte de nuit, arrêté plus de 16 personnes – surtout des défenseurs des droits LGBT – et détenu des centaines de personnes pendant plus de 90 minutes. La police a battu et humilié ces personnes; elle a pris des photos de LGBTI ougandais en menaçant de les publier en plus de confisquer des appareils photo. Les témoins ont indiqué que la police a agressé de nombreux participants, surtout des hommes et femmes transgenres, parfois en les tripotant et les caressant. Une personne a sauté d'une fenêtre du sixième étage pour échapper à la brutalité policière et repose à l'hôpital dans un état critique.

Vers 1 h 20, toutes les personnes arrêtées avaient été libérées sans inculpation du poste de police de Kabalagala. Cet épisode de brutalité policière n'est pas un incident isolé, affirment les groupes. Il survient à un moment où il y a une montée de la violence policière ciblant les médias, les organisations indépendantes et l'opposition politique.

« Toute force utilisée par la police ougandaise envers une assemblée pacifique et légale est scandaleuse, a indiqué Frank Mugisha, le directeur général de Sexual Minorities Uganda (SMUG), qui figure au nombre des personnes arrêtées. La communauté LGBTI se dresse avec l'ensemble des mouvements de la société civile ougandaise s'opposant à la brutalité policière. »

Les militants ont invité les gouvernements à condamner immédiatement et publiquement la descente et à appliquer des mesures disciplinaires rapides contre les personnes responsables de ces violations flagrantes des libertés et des droits de la personne. Les organisateurs affirment que les célébrations de la Fierté ougandaise vont se poursuivre comme prévu avec une fête le 6 août. « Notre fierté et notre résilience demeurent inébranlables malgré ces gestes horribles et honteux de la police ougandaise », a indiqué Clare Byarugaba de Chapter Four Uganda.

10 août 2016 (Outleadership) – La toute première ministre ouvertement LGBT+ entre au cabinet **serbe**. Ana Brnabic, qui a reçu le titre de femme d'affaires de l'année en 2013, doit être nommée ministre de l'Administration publique et du Gouvernement local. Elle sera la première personne LGBT+ ministre du cabinet dans la région des Balkans en Europe.

Ana Brnabic a auparavant travaillé pour plusieurs sociétés multinationales et a mis sur pied la National Alliance for Local Economic Development en Serbie. Son portefeuille ministériel inclura une réorganisation de

la bureaucratie serbe en fonction des exigences de l'Union européenne. Le gouvernement du premier ministre Aleksander Vučić a fait de l'adhésion éventuelle à l'Union européenne une priorité.

La nomination d'Ana Brnabic à un cabinet dirigé par le Parti progressiste de centre droit en Serbie est en quelque sorte inattendue puisqu'elle n'a aucune affiliation politique. Les militants des droits LGBT+ ont salué le geste comme étant une étape importante dans un pays où les sentiments anti LGBTI+ sont assez répandus.

22 août (Fugues) Environ 200 militants de la cause transgenre ont manifesté à **Istanbul** pour demander justice après le meurtre barbare de Hande Kader, une transgenre au début du mois.

Le corps de Hande Kader, transgenre de 22 ans, avait été retrouvé mutilé et calciné, dans un quartier chic d'Istanbul, une semaine après qu'elle avait été vue pour la dernière fois monter dans la voiture d'un client.

Militante active de la cause LGBT, Hande Kader était devenue une figure iconique de la communauté après avoir fait face en juin 2015, assise sur la chaussée, aux canons à eau de la police antiémeute qui tentait d'interdire la Gay pride d'Istanbul.

"Nous allons lutter jusqu'à ce que ne trouvions le responsable de l'assassinat de Hande Kader", a déclaré une transsexuelle, responsable de la communauté LGBT à Istanbul.

Une quarantaine de transsexuels ont été tués en Turquie depuis 2008, selon les associations LGBT. Le 4 août, un réfugié syrien homosexuel avait été retrouvé mutilé. Le corps de Muhammed Wisam Sankari n'avait pu être identifié par ses proches que grâce à son pantalon. Il avait été décapité, tailladé et éviscéré.

23 août (Fugues) Un juge fédéral du **Texas** a bloqué les nouvelles directives fédérales qui demandent aux établissements scolaires américains de laisser les élèves transgenres utiliser les toilettes de leur choix. Le juge Reed O'Connor est allé, la veille de la rentrée scolaire dans de nombreux établissements à travers les Etats-Unis, dans le sens de la demande du Texas et de 12 autres Etats, qui avaient déposé une action en justice contre le gouvernement fédéral à propos de ces nouvelles règles. Ces directives étaient destinées à créer un environnement plus sûr pour les élèves transgenres dans les écoles et les universités.

Les autorités américaines avaient édicté ces règles en mai, après des semaines de polémique, se basant sur les lois anti-discrimination. Elles demandaient ainsi aux établissements scolaires de laisser leurs étudiants utiliser les toilettes en fonction de leur identité sexuelle, et non en fonction du sexe inscrit sur leur acte de naissance. Ne pas se conformer à ces nouvelles directives serait se mettre hors la loi vis à vis de la législation interdisant la discrimination sexuelle, suggérait le texte officiel. Mais le juge O'Connor a estimé de son côté que le gouvernement fédéral avait violé les procédures et avait mal interprété les lois existantes en émettant de telles directives.

Des nouvelles de la Coalition des familles LGBT RENCONTRES À VENIR

SEPTEMBRE 2016:

◆ **SAMEDI 3 SEPTEMBRE À PARTIR DE 11H**
QUÉBEC (VILLE) : JOURNÉE COMMUNAUTAIRE

Visitez notre kiosque sur la rue St-Jean!

◆ **DIMANCHE 4 SEPTEMBRE DE 11H-13H**
QUÉBEC (VILLE) : PIQUE-NIQUE FAMILIAL AU PARC BERTHELOT

Pour les familles LGBT et nos alliés.es. pique-nique et activités familiales!
Organisé en collaboration avec l'alliance arc-en-ciel.

<http://www.arcencielquebec.ca/activites/fete-arc-en-ciel/programmation/>

◆ **SAMEDI 10 SEPTEMBRE DE 9H00 À 16H00.**

MONTRÉAL : CHALLENGE BATEAU DRAGON – LEVÉE DE FONDS POUR LE CENTRE ASTERISK POUR LES JEUNES LGBTQ

Venez encourager l'équipe de la Coalition des familles LGBT et participez aux activités de la journée!

Lieu : Canal Lachine, 5524 rue St-Patrick, quai 22 Dragons, (à l'angle de St-Patrick et de l'Église)

◆ **SAMEDI 17 SEPTEMBRE À PARTIR DE 11H00 (DATE DE PLUIE, DIMANCHE LE 18 SEPTEMBRE)**

ROUGEMONT : CUEILLETTE DE POMMES AU VERGÉ DU JARDINS D'ÉMILIE

<http://www.vergerlesjardinsdemilie.com/>

(450) 469-4287

1255 Rang Double, Rougemont, QC J0L 1M0

\$: très abordable, on paie seulement pour les produits qu'on consomme

Veillez consulter le document joint

OCTOBRE 2016:

◆ **JEUDI 13 OCTOBRE DE 18H-21H**

MONTRÉAL : SOUPER COMMUNAUTAIRE ET DISCUSSION

Un souper communautaire et opportunité de rencontrer des parents trans qui ont fondés leurs familles recemmmnt. Pour les personnes trans qui pensent, peut-etre un jour, de fondé une famille.

Lieu: 1212, rue Panet, Montreal (métro Beaudry), salle 204

Veillez consulter le document joint

◆ **SAMEDI 29 OCTOBRE 17 À 11H00**

ACTIVITÉ POUR L'HALLOWEEN : CUEILLETTE DE CITROUILLES AU VERGER LABONTÉ

Veillez consulter le document joint pour de plus amples renseignements

NOVEMBRE 2016:

◆ **DIMANCHE EN NOVEMBRE DE 9H30 A.M. À 11H00 (DATE À DÉTERMINER)**

RENCONTRE DE JEUNES PARENTS

Activité discussion entre parents et bébés (jusqu'à environ 2 ans)

Chansons et comptines pour les enfants puis discussions au choix des parents présents.

Espressos pour les parents et collations pour tous.

Lieu: À l'espace café de la boutique La culotte à l'envers ,3162 Masson, Montréal H1Y 1Y1

Prévenir Emilie ejouvin@hotmail.com ou sur Facebook

◆ **LUNDI 14 NOVEMBRE DE 18-21H**

MONTRÉAL : CONFERENCE SUR LES FAMILLES QUEER

Lieu : Université de Montréal, pavillon Marie-Victorin, salle D-451

90 Avenue Vincent-D'indy (métro Édouard-Montpetit)

RSVP à info@famillesLGBT.org si vous avez besoin du gardiennage

Veillez consulter le document joint pour de plus amples renseignements

◆ **SAMEDI 19 NOVEMBRE**

JOURNÉE INTENSIVE À MONTRÉAL POUR LES FUTURS PARENTS LGBT

L'inscription à l'avance est obligatoire : (514) 878-7600 ou info@famillesLGBT.org

Le nombre de places est limité.

Veillez consulter le document joint pour de plus amples renseignements

BABILLARD :

♦ **Le Centre des femmes du Verdun** offre l'écoute individuelle pour lesbiennes les mercredis de 9 h – 12 h et une série d'ateliers sur les relations lesbiennes saines. Pour plus d'information : 514-767-0384 ou site Web : www.centredesfemmesdeverdun.org

♦ **Dorshei Emet B'nei Mitzvah Program:** Do you have children entering grade 6? We offer a meaningful program in which children discover the relevance of their Jewish heritage. Dorshei Emet is a welcoming Synagogue to individuals and families of all backgrounds, and to interfaith and LGBTQ families. 514-486-9400 (Alys Geiger), www.dorshei-emet, or drop in anytime to Saturday morning Shabbat services, 10h00 to 12h15, and stay for a light lunch and meet some of the members!

♦ **Le Centre des femmes de Rivière-des-Prairies ! 514-648-1030**

Nous sommes ouvertes aux lesbiennes ! Si vous avez besoin de plus d'informations vous pouvez consulter notre site web : www.cdfmdp.qc.ca ainsi que le site de notre regroupement : www.rcentres.qc.ca/propos.html

♦ **L'Écho des femmes de la Petite Patrie** est un centre de femmes qui offre des rencontres pour lesbiennes. Ces rencontres ont lieu les lundis soirs aux deux semaines de 19h00 à 21h30, et sont animées par une personne ressource. Ces rencontres, qui se veulent un lieu d'échange, de ressourcement et d'information, s'intéressent aux réalités et aux conditions de vie des lesbiennes. Les rencontres sont en français. Un service de halte-garderie est disponible avec réservation faite une semaine à l'avance. Le centre est situé au 6032 St-Hubert (métro Beaubien). Téléphone (514)277-7445, télécopieur (514)277-1689

DIVERS :

♦ Traducteurs, rédacteurs, etc. : Nous sommes à la recherche de bénévoles pour la traduction française de ce bulletin. Toute contribution (même à raison d'une page ou deux par mois) est la bienvenue. Si vous êtes disponible, veuillez nous contacter : info@famillesLGBT.org

♦ *La Bibliothèque À livres ouverts* abrite une collection de plus de 5500 livres qui abordent des sujets qui touchent nos communautés. La moitié des livres de la bibliothèque sont en français, ce dont nous sommes très fiers. La collection compte beaucoup d'auteurs lesbiennes ainsi que des livres pour enfants et pour adolescents au sujet de l'homosexualité et de l'homoparentalité. Le site Web de la Bibliothèque À livres ouverts www.ccglm.org/fr-b vous permet de consulter le catalogue de la bibliothèque via l'Internet. Elle se situe au CCGLM, 2075, rue Plessis à Montréal. Venez nous visiter! Ouvert les mercredis et les vendredis de 13 h à 20 h. (514) 528-8424.

♦ Les Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw invitent les couples gais et lesbiens anglophones et bilingues à considérer la possibilité de devenir familles d'accueil. De nombreux bébés, des enfants d'âge préscolaire et des jeunes plus âgés sont en attente d'une famille d'accueil. Pour certains enfants, le projet est de les aider à réintégrer leur propre famille ; pour d'autres, il s'agit de travailler en vue d'une adoption. Quel sentiment extraordinaire que de savoir que vous avez fait une différence dans la vie d'un enfant en lui offrant un environnement stable, sécuritaire et aimant. Pour plus d'information, veuillez contacter : Rena Rubin, Foster Care Recruiter, au 932-7161, poste 416 ou par courriel à rena_rubin@ssss.gouv.qc.ca.

Le babillard est un forum libre permettant aux membres de communiquer entre elles. Si vous désirez afficher une annonce dans la prochaine édition du bulletin, envoyez-la-nous en tout temps à info@famillesLGBT.org ou par la poste à CF-LGBT, 3155, rue Hochelaga, Montréal (Québec) H1W 1G4. Si vous avez quelque chose à annoncer, à vendre, à louer ou à acheter... dès que de l'argent doit être échangé, vous pouvez placer une petite annonce dans le bulletin pour 20 cents le mot.
